

Keynote

Notre Terre qui êtes soucieuse – Le capitalisme à l'épreuve du réchauffement climatique

Participent au débat :

Pierre-André de CHALENDAR, président-directeur général de Saint-Gobain ;

Christian GOLLIER, économiste, cofondateur avec Jean Tirole de la Toulouse School of Economics, président de l'Association européenne des économistes de l'environnement auteur de « Le Climat après la fin du mois » ;

Brune POIRSON, secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire, vice-présidente de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE).

Le débat est animé par Jean-Louis CAFFIER, journaliste-animateur, fondateur de Kafcom.

Almir NARAYAMOGA SURUI, Brésilien, chef du peuple indien Paiter-Surui, considéré comme l'un des plus grands activistes d'Amérique du Sud en faveur du climat, auteur de *Sauver la planète*, indique avoir été élu à l'âge de dix-sept ans à la tête du peuple Paiter Surui, dans l'État de Rondônia. Le plan stratégique à l'échelle de cinquante ans vise à répondre aux enjeux du développement durable et comprend plusieurs volets sur la relation de ce peuple avec l'environnement, la valorisation de sa culture ainsi que l'éducation, la santé et le système de gouvernance.

La replantation d'arbres fait partie des projets afin que les générations futures puissent continuer à utiliser la forêt de manière planifiée, responsable et consciente. L'agriculture durable est valorisée, notamment dans le territoire indigène de Sete de Setembro, producteur d'un café exporté depuis 2018 en Suisse. Il est également prévu de créer une université indigène et partager ainsi l'expérience du peuple Paiter Surui face aux défis de la déforestation et des incendies.

Si le réchauffement de la planète se poursuit inexorablement, la Terre n'aura plus la force de pourvoir aux besoins de ses milliards d'habitants. Les êtres humains doivent unir leurs expériences, utiliser la connaissance de la forêt, les connaissances scientifiques, économiques et techniques afin de promouvoir une politique nationale et internationale de développement durable à l'échelle mondiale. Certes, l'Organisation des Nations Unies prend en compte les enjeux du changement climatique et de la biodiversité, des gouvernements, mais le Brésil n'a pris aucun engagement à ce jour vis-à-vis de cet accord international. L'Union européenne importe des denrées dont la production a un impact social et environnemental en Amazonie. Il est essentiel de connaître leur origine et de soutenir le plan économique et de responsabilité durable en Amazonie. Ce ne sont

pas les autorités, mais la conscience, l'union, la solidarité de tous qui peuvent changer le destin du monde.

Les récents incendies qui ont touché l'Amazonie nous obligent à repenser nos institutions et la façon dont nous devons gérer ces biens communs, estime Brune POIRSON. Cela nous oblige à réinterroger en des termes neufs les questions de souveraineté et d'ingérence. Ces phénomènes nous poussent aussi, plus que jamais, à agir, tant ils peuvent apparaître comme la métaphore des relations que nous entretenons avec la nature – sans compter que celle-ci constitue aussi, de façon très pragmatique, un indispensable réservoir de ressources pour les entreprises et les acteurs économiques.

Pierre-André de CHALENDAR considère que ce fut l'un des mérites du G7 que d'avoir médiatisé ces événements extrêmes, de même que le film d'Al Gore avait utilement « popularisé » la cause du climat

Pour Christian GOLLIER, nous sommes à la fin d'un cycle. Il a fallu trente ans pour convaincre les opinions publiques de la réalité du changement climatique. Il faut maintenant organiser la société de façon à lutter efficacement contre le changement climatique. De ce point de vue, l'attitude adoptée n'est pas encore la bonne puisque face à chaque problème, nous recherchons une microsolution.

La voix des climatosceptiques est encore loin de s'être tue, note tout de même Brune POIRSON. Ces comportements ne doivent pas être ignorés, au risque de les voir ressurgir à travers des phénomènes tels que l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis. Ils trahissent la peur de devoir changer, surtout lorsqu'on a le sentiment d'être du côté des perdants. Or des secteurs économiques ou des territoires ont effectivement plus à perdre que d'autres. Il faut donc accélérer l'adaptation à ces changements systémiques. C'est l'occasion de refonder un contrat social. Le capitalisme a permis de créer une société d'abondance et de redistribution, en tirant des milliards de personnes de la pauvreté. Il faut néanmoins repenser les finalités de ce système, dont la seule finalité est devenue, depuis plusieurs décennies, l'accumulation de biens matériels et cette économie financiarisée n'a plus aucun sens.

Du point de vue des entreprises, le climat constitue au moins autant une opportunité qu'une contrainte, assure Pierre-André de CHALENDAR. Saint-Gobain s'est ainsi astreint des objectifs de réduction de son empreinte environnementale. Plus les entreprises s'engagent tôt en ce sens, plus il leur sera facile d'atteindre ces objectifs. Elles n'ont pas le choix, car les jeunes exigent du sens. Ce sont eux qui vont obliger les entreprises à bouger, car celles-ci n'ont pas d'autre choix que de montrer qu'elles contribuent au bien commun – même si une action plus forte des pouvoirs publics dans les différentes régions de la planète est par ailleurs indispensable.

Si l'activisme des consommateurs, comme celui des actionnaires, est à saluer dans la mesure où il va dans le bon sens, Christian GOLLIER doute que nous puissions organiser la société sur la base de principes de volontarisme et d'altruisme pour atteindre les objectifs que nous jugeons souhaitables en matière de climat. Il faut organiser la société en conséquence, en se dotant de règles telles que le principe pollueur-payeur. Il s'agit d'influencer les comportements dans le sens de l'intérêt général à travers un système de prix, comme nous l'avons toujours fait. Il faut aujourd'hui, dans cette même logique, pour réaligner les intérêts particuliers sur l'intérêt général, donner au carbone un prix qui soit égal à la valeur des dommages générés. Il s'agit d'un principe simple, transparent et compatible avec l'esprit du libéralisme, sans être sensible à l'action des lobbies.

Interrogé par Jean-Louis CAFFIER quant aux modalités à retenir pour cette taxe carbone, Christian GOLLIER se dit partisan de la mise en place, en Europe, d'un système dans lequel les importateurs et extracteurs d'énergies fossiles paieraient cette taxe, en répercutant ce coût, de façon logique, sur les consommateurs.

Brune POIRSON fait part de son plein accord avec ces principes. Il reste à en convaincre nos partenaires allemands, qui sont loin de partager ces vues, ce qui nous rappelle que nous ne sommes pas toujours rationnels. Donner un prix à la pollution, à travers la taxe carbone, constitue une mesure pertinente mais la grande difficulté de la transition écologique réside dans la cohérence des mesures prises aux multiples échelles à prendre en compte. Cela suppose d'abord d'examiner

les impacts de nos consommations. S'agissant de la taxe carbone, nous apprenons en marchant et il faut continuer de réfléchir à ces mécanismes, c'est-à-dire envisager de refondre notre fiscalité pour y intégrer la dimension environnementale. C'est là que s'entrechoquent le 20^{ème} et le 21^{ème} siècle. La démarche de convention citoyenne pour le climat traduit, à cet égard, un courage politique devenu indispensable, en ceci que les États doivent renoncer à une partie de leur pouvoir au profit du citoyen.

S'il se dit favorable à la taxe carbone, Pierre-André de CHALENDAR ne croit pas à l'instrument unique et estime que l'Europe ne peut continuer à se tirer dans le pied comme elle le fait depuis quarante ans en sacrifiant son industrie, tandis que d'autres continents ne font pas les mêmes efforts.